

DEUTSCHE WOHNEN & CO. ENTEIGNEN

[« Exproprier Deutsche Wohnen & Co »]

BERLIN



26/09/2021 : Un référendum sur le droit au logement

Sur un total de **1,5 million d'appartements** locatifs à Berlin, douze compagnies immobilières en possèdent environ **243 000**. La principale d'entre elles, **Deutsche Wohnen & Co**, en possède **plus de 110 000**, donnant son nom au mouvement.

➔ **86%** des habitant.e.s sont locataires
➔ entre 2009 et 2017 : **hausse des loyers de 85% en moyenne**

Droit au logement

Stop à la spéculation

Bloquer la hausse des loyers

Un premier référendum, se basant sur les articles 14 et 15 de la Constitution revendique 4 points :

- Faire revenir dans la sphère publique la propriété de 226 000 logements de la ville. Toutes les entreprises propriétaires de plus de 3 000 logements sont concerné.e.s
- Compenser financièrement les entreprises ciblées par une rémunération « pas forcément au prix du marché » des logements récupérés
- Créer une entité de droit public pour gérer et administrer les logements récupérés
- Instaurer une gouvernance démocratique rassemblant citoyen.ne.s, élu.e.s et locataires pour administrer l'entité de droit public en question

L'expropriation est légale en Allemagne d'après les articles 14 et 15 de la Loi Fondamentale (constitution) qui stipulent que l'usage de la propriété « doit contribuer en même temps au bien de la collectivité » et que « les moyens de production peuvent être placés, aux fins de socialisation, sous un régime de propriété collective » selon certaines conditions d'indemnisation notamment.

➔ **1 062 800 votes favorables** soit **59,1%** des participant.e.s (> au quorum de 25% des inscrit.e.s)

Une commission a été lancée par le Sénat de Berlin (organe exécutif local) pour rédiger une proposition de loi pour faire suite au référendum. Mais depuis le 12 février 2023 la coalition au pouvoir a changé : ce ne sont plus les verts, la gauche radicale (*Die Linke*) et les sociaux-démocrates (SPD) qui sont au pouvoir mais la droite avec l'Union chrétienne-démocrate (*Christlich Demokratische Union Deutschlands, CDU*) et le SPD et la proposition de loi se fait attendre.

➔ Vers un deuxième référendum pour soumettre une proposition de loi rédigée par le mouvement ?

Démocratie - Référendum

Droit au logement

Proposition de loi citoyenne

DEUTSCHE
WOHNEN & CO
ENTEIGNEN

